

Cher(e)s camarades,

La réflexion lancée après l'échec de la présidentielle est aujourd'hui engagée. Les procès verbaux des assemblées générales de section en témoignent : c'est un débat de qualité, sérieux qui se développe actuellement dans le Parti. Cette assemblée extraordinaire en constitue une étape importante, un point d'appui pour avancer ensemble.

Le conseil national des 6 et 7 octobre en a fixé l'ordre du jour :

- Caractériser la période politique nouvelle ouverte par l'élection de Sarkozy.
- Décider des orientations et des conditions de la riposte à organiser la politique de la droite.
- Identifier et formuler les principaux problèmes qui sont à l'origine de l'exceptionnelle situation de crise que connaissent la société, la gauche, le PCF, et plus généralement les idées et conceptions visant à une profonde transformation émancipatrice.
- Définir un mandat précis sur la façon d'organiser sur ces questions, dans le Parti et dans la société, le travail d'analyses, de création, d'action politiques nous permettant d'y répondre au Congrès de décembre 2008.

Le champ des questions à traiter est vaste. Je veux remercier les camarades de la commission d'animation et d'impulsion des débats qui ont beaucoup travaillé au cours des deux derniers mois pour le projet de mandat et pour la préparation de ce rapport introductif à nos travaux.

Nous avons décidé d'une préparation exceptionnelle du congrès de 2008, c'est pourquoi nous sommes ici près de deux mille participants. Ce choix de saisir directement les communistes, de les inviter à s'emparer du débat et à commencer un véritable travail collectif a véritablement permis de franchir une étape depuis le mois d'octobre. Il est souvent question de la façon de faire de la politique autrement. Nous cherchons à le faire.

Les procès-verbaux d'assemblées générales et comptes rendus de réunions, les contributions à partir desquels la commission d'animation et d'impulsion des débats a travaillé donnent une forte indication sur le point actuel du débat des communistes.

Pour la commission, un premier enseignement doit être tiré de cette étape : les communistes ne renoncent pas. Ils ne se résignent pas. La contribution des communistes en tant que tels à la lutte pour une société, pour un monde de femmes et d'hommes libres, égaux et associés, n'est pas terminée.

Ce que nous avons engagé est difficile. Nous devons à la fois répondre à la crise existentielle du Parti communiste, à la crise de la gauche, à la crise de la politique, et le faire dans un monde en profonde mutation. Face à un tel défi, il ne peut y avoir de statu quo.

La volonté de maîtriser de bout en bout les décisions à prendre est fortement exprimée. Notre politique sera le produit de ce qu'ensemble le collectif humain qu'est le Parti communiste aura la capacité de comprendre, de décider et de faire. Nous nous réduirions à l'impuissance si les communistes, pour la plupart, se trouvaient de fait cantonnés dans un rôle de spectateurs des débats de leur propre parti. Discuter entre communistes, travailler ensemble, n'est chercher ni à vaincre un adversaire, ni à concilier des inconciliables. Dès lors, soyons guidés par la volonté de ne nous priver d'aucun apport. L'unité des communistes passe aussi par la confrontation sur ce qui différencie. Entendons chacune et chacun pour ce qu'il dit réellement.

Nous avons décidé d'un calendrier créant les conditions d'un débat qui progresse, qui s'enrichisse. Face à la nature et à la dimension des enjeux, prendre notre temps, ce n'est pas le perdre. Dans les procès-verbaux des assemblées générales s'exprime la volonté des communistes de chercher et d'avancer pour structurer leur propre opinion. Le Parti s'affaiblirait si nos désaccords étaient étouffés au lieu d'être clairement discutés. Lorsque nous divergeons, attachons-nous à voir où est le problème. Travailler sincèrement et franchement, est la condition pour que nos différences d'approches soient une richesse. C'est se donner de sérieux atouts pour tous progresser, quelles que soient nos opinions respectives aujourd'hui et quelles qu'elles puissent être demain. C'est, je crois, ce climat d'écoute et de fraternité qui a caractérisé les échanges entre communistes lors des assemblées générales. Il en fut de même au sein de la commission d'animation et d'impulsion des débats. Cette nouvelle culture de débat à laquelle invitait Marie-George au Conseil national de juin dernier est la bonne méthode, elle a d'ores et déjà marqué des points. Il faut poursuivre sur ce chemin, ne pas s'en écarter. Et donc refuser les caricatures, les raccourcis, et dans ce débat ne pas jouer sur les inquiétudes, voire alimenter les peurs.

Il ne saurait donc être question aujourd'hui d'arrêter nos décisions et orientations. Il nous faut au contraire, comme le propose le projet de mandat qui nous est soumis,

poursuivre la réflexion collective. Sans fermer aucune piste ni exclure aucune hypothèse, sachons tout au long de notre débat construire et acter nos convergences, comme nous allons la faire aujourd'hui et demain, afin d'enrichir ce débat et de le faire progresser vers un congrès efficace.

Nous voulons un processus ouvert : je salue nos invités ici présents. Je me garderai bien de parler à leur place. Je crois simplement pouvoir dire que leur participation témoigne d'une aspiration à ne pas laisser le terrain libre à la droite et aux forces sociales qu'elle représente. Nous sommes les uns pour les autres des interlocuteurs qui ont besoin de s'écouter, de se comprendre. Je veux leur dire que nous inscrivons notre démarche dans la durée, que nous souhaitons continuer à réfléchir et à travailler ensemble et que nous avons la volonté de faire effort pour poursuivre dans ce sens.

Comme vous le savez, notre ordre du jour propose de travailler sur une caractérisation de la période politique ouverte par l'élection présidentielle. Les procès verbaux des assemblées nationales pointent cette exigence : partir de la situation telle qu'elle est, sans « se la raconter ».

Quelques mots, rapides, sur la situation politique et sociale.

Une droite nouvelle

La droite est à l'offensive. Sarkozy incarne une droite nouvelle, à l'image de cette bourgeoisie de « gagners » dont il est issu, de ce Neuilly qui l'a « formaté » et qui associe politique, affaires, show-biz et « pipolisation » de la vie publique. Cette droite nouvelle a travaillé très sérieusement sur le fond politique et idéologique être en mesure de gagner.

Elle est nouvelle dans son entreprise de rassemblement de toute la droite, y compris la plus extrémiste. Nouvelle dans son rapport au monde, dans son alignement assumé sur Bush et sa vision du « choc des civilisations » et de la « guerre préventive ». Nouvelle dans sa manière de chercher le profit pour les actionnaires, de faire travailler toujours plus, plus vieux, plus intensément, plus durement ceux qui n'ont que leur travail pour vivre. Nouvelle dans son ardeur à détruire les conquêtes de la Libération, dans son véritable refus de la « question sociale », chaque individu étant renvoyé à sa responsabilité personnelle face à son destin : culte de la réussite d'un côté et, de l'autre, zèle compassionnel pour « la France qui souffre » en lieu et place de la solidarité et des droits collectifs.

Nouvelle dans son recours à une rhétorique populiste jouant des inquiétudes de l'opinion. Nouvelle dans sa volonté de brouiller les pistes en réécrivant à sa manière l'histoire et de dévoyer des thèmes de gauche.

Nicolas Sarkozy cherche en permanence à s'appuyer sur l'urgence de changement, à se présenter comme l'homme de l'action, renvoyant tous ses adversaires au camp de l'immobilisme pour imposer à marche forcée l'essentiel de son projet. Il ne s'est pas donné cinq ans, mais dix-huit mois. L'hyper-présidentialisation du régime est au service de ce passage en force.

Voilà à quoi nous sommes confrontés, voilà ce qui légitime une contre-offensive d'ampleur.

Une situation évolutive

La situation évolue très vite, plus vite peut-être que nous pouvions l'imaginer. Malgré la politique du coup de poing permanent destinée à désarmer les résistances, celles-ci se développent plus amplement que le pouvoir ne le pensait. Alors que tout a été fait pour les caricaturer, les isoler, les pousser à livrer un combat désespéré et à la capitulation, la lutte des cheminots, des gaziers et électriciens, des agents de la RATP a imposé des négociations auxquelles le gouvernement voulait échapper. Elle a empêché à ce jour tout accord sur le projet gouvernemental. Elle est loin d'être terminée, comme on le voit aujourd'hui, et elle a commencé à alerter l'ensemble des salariés sur les enjeux cruciaux du rendez-vous des retraites prévu en 2008 par la loi Fillon de 2003. La journée d'action des fonctionnaires le 20 novembre a également montré un très haut niveau d'exaspération. Sur le pouvoir d'achat, la préoccupation du pays est générale. Le gouvernement tente de la retourner pour imposer de nouvelles solutions régressives, mais il restera durablement en difficulté, car les politiques de rentabilité à outrance heurtent frontalement le relèvement des revenus salariaux. Cette question va demeurer dans les mois qui viennent un enjeu majeur de confrontation avec le pouvoir de droite et le patronat. La mobilisation du monde de la justice contre la réforme de la carte judiciaire est, elle, sans précédent. Elle fait remonter dans tout le pays l'angoisse d'une désertification des services publics. D'autres problèmes cruciaux sont en permanence sur la sellette, au bord de l'explosion ; citons la santé, l'éducation, le logement, la situation dans les quartiers populaires...

Mais la résistance aux solutions ultralibérales, qui demeure très vive, cohabite avec une certaine séduction pour le volontarisme sarkozyste qui, face à une gauche divisée et au total pas à la hauteur, paraît plus en prise avec les urgences du pays. Elle cohabite aussi avec un doute très profond sur la crédibilité de solutions alternatives et une perméabilité croissante aux idéologies du mérite et du chacun pour soi. La droite joue à fond l'arme de la division. On l'a vu dans le conflit des cheminots ou lors des événements de Villiers-le-Bel dont la violence est pour elle du pain bénit.

Face à une droite plus décidée que jamais à avancer comme un bulldozer, rien n'est plus urgent que de travailler à construire l'unité la plus large des salariés et de toutes les victimes du capitalisme sur d'autres réponses aux urgences sociales. À l'égard des chômeurs, des précaires, des salariés assaillis par les fins de mois, des familles des banlieues populaires... quiconque préconise le statu quo, la demi-mesure a perdu d'avance. Nous devons déployer sans tarder de grandes batailles politiques et idéologiques pour unir sur des réponses de progrès aux grandes urgences sociales et démocratiques du pays. Ouvrir ces perspectives à gauche est la condition pour mettre durablement et sérieusement en difficulté la politique sarkozyste.

Et la gauche ?

Il nous faut donc aussi faire la clarté sur ce que l'on appelle dans les médias le « silence » ou « l'absence » de la gauche. Pendant la campagne électorale, Ségolène Royal avait emprunté à la droite les thèmes de l'ordre et du réalisme économique, pendant que Sarkozy kidnappait ceux de la rupture et de la défense des « travailleurs » qui ont toujours été les points forts de la gauche. La confusion, la perte de repères ont fait des ravages. Les causes de cette situation ne sont pas circonstancielles. Le « libéralisme de gauche », comme certains de ses partisans l'intitulent, est fondé sur la conviction que les règles induites par le capitalisme financier mondialisé sont indépassables et qu'il ne faut pas chercher à s'en dégager. Mais les valeurs autour desquelles la gauche s'est constituée – refus de la toute-puissance de l'argent, volonté d'un ordre social plus juste, plus humain, plus solidaire – demeurent bien vivantes. La gauche n'a pas disparu. Elle est divisée sur ce qu'elle doit être.

Non, toute la gauche n'est pas silencieuse. Il existe une gauche qui soutient les grévistes ; qui porte des solutions pour les retraites et le pouvoir d'achat ; qui n'a jamais envisagé un seul instant de se laisser séduire par les offres de service de Nicolas Sarkozy ; qui n'acceptera pas d'entériner le nouveau traité européen au Parlement pour priver les Français du référendum auquel ils ont droit. Une gauche qui ne croit pas au Modem pour faire une majorité et qui préfère un rassemblement clairement à gauche pour conserver et gagner le maximum de positions municipales et cantonales face aux appétits de la droite. Une gauche qui est aux côtés des sans-papiers, des mal-logés, des sans-logis. Une gauche qui ne renonce jamais à des rassemblements majoritaires pour mettre la droite et sa politique en échec. Une gauche qui veut réussir une politique de gauche. Cette gauche rassemble des millions de nos concitoyens, elle était dans la rue le 20 novembre, elle a pris la parole à notre initiative au meeting de Japy pour le référendum européen. Cette gauche compte en toutes circonstances dans ses rangs le Parti communiste.

Mais on préfère nous mettre en scène une gauche tirée à un bout vers le centre par

une Ségolène Royal qui n'a pas renoncé à entraîner définitivement le PS dans l'impasse du centrisme et du blairisme et, à l'autre bout, une gauche tentée par son extrême, durablement marginalisée par le discours séduisant mais impuissant, et, dans le fond, archaïque, d'Olivier Besancenot. Pour la gauche, c'est l'échec assuré.

Nous voulons porter une autre voie. Elle passe aujourd'hui par des efforts tenaces et décuplés pour construire le rassemblement sur du solide, des vraies solutions aux problèmes et aux urgences du pays, et une intervention active et consciente du peuple.

Un indispensable choc

Et le Parti communiste dans tout cela ?

Les procès verbaux des assemblées générales sont clairs : il n'y a pas de sous-estimation de la gravité de notre situation, ni de la complexité de la période. Nous sommes à un moment charnière, crucial, de toute notre histoire. Il est un devoir d'invention à faire sous peine de disparaître et, avec nous, la possibilité d'œuvrer à une voie révolutionnaire.

Bien sûr, les communistes s'interrogent sur l'avenir du Parti. Mais cette réflexion n'est pas une introspection douloureuse comme voudraient le faire croire certains médias. La question première est très certainement celle-ci : quel avenir pour notre combat ? Les difficultés que nous rencontrons, les obstacles sur lesquels nous butons sont aussi les difficultés et les obstacles que rencontrent toutes les forces de progrès en Europe et dans le monde, et notamment dans les pays de niveau de développement comparable à celui de la France.

Le débat est donc marqué par une exigence, par une conviction qui fixe un cap : la question du projet, du sens de notre combat, des « possibles » apparaît comme centrale.

D'où la nécessité d'une remise à plat générale de notre projet, de notre politique de rassemblement, de notre fonctionnement à partir des réalités et des contradictions de notre époque. Et, cela, pas de façon abstraite : on voit bien que des problèmes tels la mondialisation, les changements inévitables du mode de développement, la configuration politique autour d'une monarchie présidentielle et de la bipolarisation ont à voir directement, par exemple, avec le contenu de la politique de Sarkozy, les contradictions à gauche, les questions essentielles posées par les luttes sociales et le combat de classe.

Avec lucidité, les communistes ne se disent pas : « *Allez, laissons passer l'orage,*

cela ira mieux demain... » Non, ils ont bien perçu que notre déclin électoral continué depuis trente ans nous a conduits aujourd'hui à un seuil critique.

Certes, notre potentiel militant, la richesse humaine qu'il constitue, demeurent importants. Notre implantation de proximité, même affaiblie, fait toujours de nous une organisation politique nationale. L'engagement honnête et désintéressé de nos militants est apprécié. L'action reconnue de nos élus explique les bons scores de nos députés lors des dernières élections législatives, ou encore la progression de l'audience à ces mêmes élections de personnalités communistes inscrites dans un territoire. Nous pouvons obtenir de bons résultats lors d'élections locales, comme cela a été le cas dernièrement dans l'Allier. Pour autant, lorsqu'il s'agit de répondre à la question des orientations politiques fondamentales, comme cela fut le cas lors des élections présidentielles de 2002 et de 2007, nous ne sommes plus une force sur laquelle celles et ceux qui veulent changer s'appuient pour s'exprimer, pour peser. Ne nous dit-on pas même : « Ah, si seulement je pouvais voter pour vous ! » Ce qui s'est passé, ce n'est pas une répétition d'accidents électoraux. Nous sommes bel et bien arrivés à un point décisif où l'essentiel se joue quant à l'avenir possible de notre combat.

Alors « que faire » ?

Dans sa phase actuelle, le débat des communistes pointe avec force la nécessité d'une mise à niveau de notre analyse du monde et de notre projet. C'est peut être aussi cela qui est exprimé derrière les expressions de « transformations profondes », de « ruptures », les formules « il faut bouger », ou encore « nous ne pouvons pas continuer comme cela ». Comment redonner un véritable élan à l'espoir dont nous sommes porteurs ? Comment créer le choc indispensable pour reconstruire une espérance ?

Ce défi nécessite très certainement que nous transformions en profondeur nos conceptions, notre organisation et nos pratiques pour les porter au niveau des nouveaux enjeux.

Nous ne sommes pas sans bagages. Au cours des dernières années, nous avons cherché, travaillé, changé dans nos conceptions et nos pratiques. Sur bien des aspects, nous ne sommes pas allés au bout de ces nouvelles conceptions, par exemple sur la place et le rôle de chaque individu, de ses droits et de ses pouvoirs dans tous les domaines de la vie sociale. À l'évidence, au total, le compte n'y est pas. Nous sommes toujours écoutés, et même respectés, quand nous dénonçons les injustices, les inégalités, quand nous nous révoltons contre les souffrances, les discriminations. Mais nous sommes devenus « transparents » quand nous abordons la question des « possibles ».

« Ils ne voudront jamais »

Expliquer nos propositions, notre projet, est indispensable mais ne répond pas à l'objection qui nous est souvent opposée : « Ce que vous préconisez, vous les communistes, ce serait très bien, si c'était possible. Mais, en face, ils ne voudront jamais. Et ils sont trop forts. On ne peut rien contre le capitalisme financier qui domine la planète. » Entendons bien ce que disent celles et ceux qui nous parlent ainsi.

« Ils ne voudront jamais. » C'est vrai. Telle est bien la réalité des antagonismes de classe. Entre, d'un côté, le monde du travail dans sa diversité et, de l'autre, la grande bourgeoisie, avec ceux qui la servent et qui la représentent, cela ne peut pas être du « gagnant-gagnant ». Il s'agit bel et bien d'imposer à « ceux d'en face », ou peut-être plus justement à « ceux d'en haut », des reculs dont ils ne veulent pas et auxquels ils chercheront à s'opposer autant qu'ils le pourront.

« Ils sont trop forts. » Cet argument qui nous est souvent opposé part d'une réalité, celle de l'état actuel du rapport des forces. Cette réalité, nous ne cherchons pas à la contourner mais à la transformer. Là est le vrai débat et c'est d'ailleurs bien pour cela que nous sommes réunis aujourd'hui. Les quelques expériences de succès que nous avons les uns et les autres – pour la défense des régimes spéciaux en 1995, contre le projet de traité constitutionnel européen en 2005, contre le contrat de première embauche en 2006 – ne nous donnent qu'une petite idée de ce qu'il peut falloir de mobilisation populaire, d'énergie, de détermination, d'intelligence collective, d'imagination dans les formes de lutte et de rassemblement, d'esprit d'initiative pour modifier vraiment dans le bon sens le cours des choses dans ce pays. Aussi, à celles et à ceux qui se mettent dans le « nous » quand ils disent : « Nous ne sommes pas assez forts », nous posons la question : voulez-vous en rester au constat ? Ou pouvons-nous œuvrer ensemble à être ensemble plus forts, à marquer des points qui soient autant de points d'appui pour aller plus loin ?

Celles et ceux à qui nous adressons cette invitation ne nous répondront pas positivement s'ils pensent que, contre le capitalisme tel qu'il est aujourd'hui, on ne peut rien faire ou seulement agir à la marge pour limiter les dégâts. Abordons franchement la question : y a-t-il oui ou non des « prises » dans la réalité du monde d'aujourd'hui pour faire reculer les rapports d'exploitation et de domination, pour avoir l'ambition raisonnable de les faire disparaître ?

D'abord, ne nous laissons pas intoxiquer par l'idée que l'action politique et l'exercice du pouvoir politique seraient devenu sans force réelle sur le cours des choses. Sinon, on ne comprendrait pas, par exemple, ni l'activisme de N. Sarkozy, ni l'obstination à réintroduire dans le nouveau traité européen ce que les référendums néerlandais et

français de 2005 avaient rejeté.

Quels possibles ?

Allons plus loin cependant, comme nous y invitent de nombreux procès-verbaux d'assemblées générales. Jamais le champ des possibles dans ce que les humains sont en mesure de faire n'avait été aussi ouvert, pour le meilleur comme pour le pire. Nous sommes entrés, depuis quelques décennies seulement, dans une ère nouvelle de l'histoire humaine. Jamais il n'y a eu autant de données, de paramètres, si je puis dire, sur lesquels on peut intervenir. Donc jamais autant de décisions à prendre. Et le mouvement ne peut que s'amplifier. Par exemple : que produire, par qui, pour qui, avec quoi, comment, avec quelles conséquences, en finançant de quelle manière ? Avec quelle conséquences pour les humains et pour la Terre ? Quelle élaboration démocratique d'une nouvelle politique industrielle nationale et européenne ? Potentiellement, il y a plus d'espaces d'interventions et de rassemblements, y compris par delà-les frontières et les océans.

Réfléchissons aussi à ce défi nouveau que le capitalisme doit affronter. Depuis le dix-neuvième siècle, sur le lieu de son exploitation, le travailleur était le plus souvent comme un appendice de la machine. Certes, même à l'époque caricaturée par Chaplin dans *les Temps modernes*, le travailleur a toujours fait fonctionner son cerveau et pas seulement ses muscles. Mais aujourd'hui, nous sommes passés à autre chose. Le travail requiert, dans un très grand nombre de cas, de plus en plus d'initiative réfléchie, individuelle et concertée. Voici vingt ans déjà, un grand patron, Antoine Riboud, expliquait que l'entreprise a maintenant besoin d'un personnel capable de « comprendre », de « traiter », de « retransmettre » les informations qu'il reçoit et qu'elle doit obtenir de celui-ci « une véritable adhésion » à ses choix d'investissements et de gestion, car ainsi « on supprime des résistances et des conflits. » D'où l'énorme pression sur les salariés pour qu'ils intègrent comme seule possibilité la soumission aux exigences de la rentabilité financière. Mais, de notre côté, voyons ce que ce besoin du capital d'obtenir l'adhésion à ses objectifs ouvre comme champs nouveaux au combat de classe, sur les lieux de travail et en dehors.

« Oui, mais la mondialisation ? » Derrière ce mot prononcé comme une formule magique, ou dans ce cas plutôt maléfique, gît la conviction que l'on ne peut rien contre des marchés financiers en mesure de déplacer des capitaux et des entreprises n'importe où dans le monde au gré de leurs intérêts. D'abord n'oublions pas que la montée en puissance, ces trente dernières années, des gros détenteurs de capitaux qu'ils placent sur les marchés financiers est une réponse, la réponse capitaliste nouvelle à un problème nouveau de notre époque, celui des énormes besoins de financement appelés par les investissements à l'époque des nouvelles technologies de l'information, de la communication et de la révolution qu'elles permettent. On a

besoin de leur argent. Ils en profitent pour faire monter les taux. Sauf que l'on peut sérieusement réduire leurs appétits parce qu'il y a d'autres moyens de financement possibles. Une politique de crédit, non pas à fonds perdus mais anticipant sur les richesses produites qu'elle permettrait, donnerait les moyens de ne pas passer par les marchés financiers et donc de se dégager de leur emprise. Est-ce une simple hypothèse théorique ? Ou n'y a-t-il pas, dans et autour des entreprises et des groupes, des batailles possibles tout à la fois sur la teneur de leurs investissements et sur la façon dont elles se financent ?

Bref, les salariés, les peuples sont-ils réellement impuissants devant ce que l'on appelle la mondialisation capitaliste ? Ceux qui tirent le plus grand profit de la globalisation capitaliste ne représentent qu'une toute petite minorité de l'humanité, alors que des résistances multiples s'affirment. Et cette mondialisation capitaliste fait surgir le besoin d'universalité, de multilatéralisme, d'institutions et de réponses collectives pour et par les peuples.

Les exigences de ce capitalisme financiarisé, pour être satisfaites, doivent se traduire en termes de décisions et de stratégies de nature directement politique. La récente nomination de DSK à la tête du FMI a rappelé utilement que ces grands organismes internationaux, de l'OMC à la BCE, ont à voir directement avec des choix de gouvernements. Faut-il parler de l'OTAN, de Davos ? La grande bourgeoisie ne cesse de se concerter, de faire de la politique à l'échelle du monde, de transformer celui-ci en fonction de ses intérêts de classe. L'action pour refonder l'Union européenne est un enjeu primordial et nous ouvre un champ considérable, qu'il nous faut plus investir.

Je conclus sur cette question, qui encore une fois est très présente dans les procès-verbaux des assemblées de section, par une formule un peu « choc » : il nous faudrait répondre clairement à une question : « comment les communistes imaginent-ils le monde de demain ? » Le mandat proposé y encourage (je cite) : « Face au capitalisme mondialisé, nous avons besoin d'imaginer un nouvel internationalisme. Notre engagement européen et international doit franchir une nouvelle étape ». Nous aurons besoin d'en discuter et de construire des initiatives pour donner corps à cette ambition.

Se situer au niveau des enjeux est donc la première indication forte qui se dégage du débat des communistes. Deux autres convictions s'expriment très majoritairement. A l'étape actuelle, les exigences de la lutte des classes dans les conditions de notre époque actualisent la notion de communisme, et il est nécessaire pour mener cette lutte que vive et rayonne un parti qui s'y réfère explicitement.

Où en sommes-nous, à ce stade du débat, sur ces deux questions.

Sur le communisme

Sur la première, celle du « communisme », le projet de mandat soumis à notre assemblée générale extraordinaire propose de dire : « Au fil de nos congrès, nous avons tiré des leçons sur la façon dont le communisme a été incarné dans l'expérience dite du socialisme réel et des partis communistes au vingtième siècle, des apports et des échecs qui s'en sont suivis. Aux yeux des communistes, elles n'invalident pas le fait que dans l'affrontement actuel entre le capitalisme mondialisé et les peuples, le communisme reste une visée et un projet de notre temps ».

Cette question est décisive. D'un côté, le communisme est pour nous un déterminant essentiel. Il affirme l'objectif de dépasser historiquement le capitalisme et tous les systèmes d'exploitation et de domination, ce que Marx appelait « sortir de la préhistoire de l'humanité » ; il indique un chemin qui est l'inverse de la table rase ou de la surenchère diviseuse qui caractérise le « gauchisme » : selon une formule de Marx, il est « le mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses ». Pour ces deux raisons, les communistes expriment très fortement leur volonté de cette référence pour leur action et pour leur Parti.

Mais d'un autre côté, le communisme renvoie massivement, dans la société, à des expériences historiques qui s'en sont réclamées et qui se sont effondrées, et aussi à des expériences actuelles qui suscitent débats et critiques. Cette contradiction, qui joue un rôle très important dans notre « image », nous pose un problème majeur. Nous devons absolument trouver une réponse.

Faire toute la lumière sur notre passé, sur les raisons qui nous ont liés aux régimes du socialisme réel jusqu'à la fin, en 1991, est nécessaire. Mais le poids de cette histoire est tel, dans ses ombres et ses lumières, mais surtout dans son contexte historique aujourd'hui complètement dépassé, qu'il est pour nous essentiel de donner un sens clair, actuel et cohérent à ce que nous appelons « communisme » ; de donner un sens au choix de civilisation qui est le nôtre face aux enjeux et aux défis sans précédents de notre époque ; au projet politique, empreint d'une exigence radicale de liberté, qui peut permettre de rassembler majoritairement notre peuple sur de grandes réformes de progrès social et humain ; à la façon de mener notre combat politique et de construire le Parti indispensable pour cela. Que répondons-nous à l'idée si répandue selon laquelle il n'y a que le capitalisme, avec tous ses défauts, qui marche et qui peut marcher.

Bref, pour reprendre ce que propose le projet de mandat, « nous devons donner un sens nouveau et clair à ce que nous appelons communisme dans les conditions de notre temps ».

Sachons relever le défi contenu dans ces récents propos du directeur général de

l'OMC, Pascal Lamy, qui, après un hommage appuyé à Marx, dit du capitalisme que l'on ne peut « se satisfaire d'y borner l'horizon historique », « il se nourrit de trop d'injustices », mais ajoute « que jusqu'à présent ce qui a été soit pensé, soit écrit, soit appliqué en termes d'alternatives au capitalisme n'a pas tenu la route ».

Le Parti

Je le disais d'entrée, nos débats confirment l'attachement des communistes à leur parti, le PCF. Quoi de plus normal. Cet attachement concerne l'ensemble des communistes. Et il s'accompagne d'un refus de tout immobilisme. Sur cette question comme sur les autres, chacun le sent bien, il nous faut nous bouger. « Qui n'est pas occupé à renaître est occupé à mourir », chantait Bob Dylan.

Chacun réfléchit à ce qu'il faut transformer. Vers quelle forme d'organisation aller, autour de quel projet, avec quel mode de fonctionnement et quelle fonction dans la société, quelle démocratie interne et quelle construction d'unité de pensée, quelle type de représentation, de mode d'élection, de direction ?

Certains pensent que des transformations si profondes quelles soient ne suffisent pas et que la construction d'une force capable de rassembler tout ceux qui veulent lutter contre le capitalisme exige un processus allant vers la fondation d'un autre parti.

Mon rapport ne peut traiter ici de toutes ces questions, ce sera l'objet du travail qui nous attend dès l'année 2008, mais prenons un exemple. Nous avons choisi la voie d'une transformation démocratique de la société, construite par un peuple conscient de lui-même, acteur et auteur du changement. Comment pourrions-nous faire abstraction de ce choix lorsque nous réfléchissons à l'organisation qui veut porter une telle façon de faire la révolution ?

Ne devons-nous pas alors, entre le projet et l'organisation qui va avec, nous réinterroger avec encore plus de force sur les notions d'organisation de masse, de parti de militants, sur nos façons de décider et de respecter nos décisions, de désigner nos candidats, ou d'élire nos directions, en un mot de fonctionner ?

Le projet

La question de notre projet, de sa « qualité », de ses « insuffisances », des sujets qu'il nous faut retravailler ou tout simplement « travailler » est présente dans la discussion des communistes. L'absence de visibilité et de crédibilité d'un projet de transformation progressiste de la société contribue à gauche à la prépondérance de l'idée qu'il faut s'adapter au capitalisme. Le projet de mandat propose de mettre en place un dispositif de travail afin de mener à bien le travail de réflexion théorique et politique nécessaire avec l'apport de tous les communistes et, au-delà des personnes, des forces souhaitant y être associées. C'est dans cet esprit que nous travaillerons en

ruches en seconde partie de journée.

Je pointe ici une question : n'existe-t-il pas une confusion entre projet et programme ? Il y a des choses à préciser sur ce point, sur l'articulation entre le projet et la bataille idéologique. Le projet, ce n'est pas qu'un texte, c'est quelque chose qui doit vivre dans la société pour des majorités d'idées, des majorités politiques. Le projet doit être l'élément qui nourrit la crédibilité, la force, la cohérence, l'autonomie politique du parti que nous voulons.

Depuis de nombreuses années, la demande des communistes de progresser dans la l'élaboration et la formulation d'un tel projet est très pressante. A juste titre, car il s'agit en effet de reconstruire une vision de notre temps du dépassement du capitalisme, de la transformation radicale et concrète. C'est en progressant dans un tel travail sur notre projet politique que nous aurons à discuter des rapports entre révolution et réformes, luttes et politique, rassemblement et parti.

Le rassemblement

Nous continuons à dire qu'il est nécessaire et possible que se rassemblent pour porter un projet politique commun, les hommes, les femmes et les forces qui veulent une politique authentiquement de gauche, c'est-à-dire qui sont décidés à s'en donner les moyens.

Comme en matière de projet, nous avons beaucoup travaillé, cherché et expérimenté depuis une trentaine d'années pour la construction de majorités politiques dans un processus démocratique : programme commun, rassemblement populaire majoritaire, espaces citoyens, gauche plurielle, rassemblement antilibéral. Rien de tout cela n'a été sans effets, parfois importants. Les procès-verbaux des assemblées générales nous encouragent (pour certains assez fortement) à tirer lucidement les leçons des expériences et des échecs. Permettez-moi ici de faire écho à la manière dont Jean-Paul Salon a traité de cette question dans son rapport au dernier conseil national.

Jean-Paul a trouvé les mots justes pour décrire là où nous en sommes : « le rassemblement trouvera sa force, sa détermination, sa durée, ses succès dans l'ambition de transformation de la société qu'il se fixera et dans la conscience qu'il aura d'être l'acteur de cette transformation. Au fond, tout rassemblement dont l'objectif est de changer la société est confronté au développement de la conscience de classe. Les communistes en soulignent la nécessité pour proposer d'oeuvrer à ce que le mouvement social devienne mouvement de transformation sociale. Cela nous invite à agir pour lever les obstacles de la division, de l'éclatement de la gauche, à réfléchir à la question du rassemblement sans la réduire à celle des alliances, à les

replacer dans le contexte politique où elles sont nécessaires en fonction de la traduction à un moment donné du rassemblement dans le champ institutionnel »

Pour y contribuer, le projet de mandat propose de dire ceci : « Durant l'année 2008, le Conseil national explorera dans l'autonomie de notre Parti, les possibilités et les formes nouvelles de rassemblements pour combattre le capitalisme. Il ne s'agit d'exclure aucune hypothèse concernant le parti ou sa stratégie, ni de prendre d'avance une orientation que les communistes choisiront à leur congrès. Il s'agit de permettre la réflexion et l'expérimentation sur la façon dont ces rassemblements peuvent s'élargir, s'approfondir et construire ainsi durablement des rapports de force favorables à l'émancipation humaine. Dans une construction partagée avec les hommes et les femmes, les forces qui ont cet objectif, nous voulons ainsi développer des convergences, des coopérations originales, faire grandir des « fronts » d'idées et d'actions pour de nouvelles dynamiques politiques et citoyennes à vocation majoritaire ».

Cela nous demande d'approfondir les conditions politiques contemporaines de la transformation sociale et de travailler à une transformation profonde des conceptions et pratiques de la politique. Cela nous demande d'agir sur la crise du politique, de la démocratie.

Voilà, nous mesurons donc bien combien les échanges entre communistes ont été marqués par l'exigence d'un bilan critique, constructif et créatif de la période passée, l'exigence d'indispensables ruptures pour construire dans les conditions d'aujourd'hui une nouvelle cohérence de notre combat.

La feuille de route pour 2008.

Notre Assemblée extraordinaire doit aussi décider de notre feuille de route pour l'année 2008.

Le rendez-vous électoral du printemps prochain est dans tous les esprits.

Ces élections municipales et cantonales vont être un moment majeur de la bataille des communistes. Ces échéances seront-elles un coup d'arrêt porté, sur le terrain politique, à Sarkozy et à la droite ? Permettront-elles, par leurs résultats, de conforter une gauche de combat et de responsabilités, une gauche citoyenne et populaire ? Notre peuple se donnera-t-il, en augmentant le nombre d'élus locaux, communistes et progressistes, des points d'appui supplémentaires pour les luttes et des gestions citoyennes ?

Telles en sont les enjeux, comme on le voit primordiaux, pour la vie quotidienne de

nos concitoyennes et concitoyens.

Nous sommes encore aujourd'hui dans la phase préparatoire de ces élections. Il est urgent que nous finissions de désigner rapidement nos candidates et candidats et que nous engagions, si ce n'est déjà fait, des campagnes populaires autour de contrats locaux élaborés avec les citoyens, que nous affichions notre volonté que se rassemble toute la gauche autour de telles propositions et que nous affirmions notre refus de toute recomposition avec le centre.

Dans cette phase préparatoire aussi bien que dans la campagne elle-même, nous devons réfléchir à rendre visible l'originalité communiste, contributive du rassemblement à gauche. Notre « marque de fabrique » doit privilégier la construction citoyenne et participative des contenus et la mise en avant d'options emblématiques : recul des inégalités et des injustices sociales et territoriales, développement des territoires, des services publics, satisfaction des besoins urgents de logements, d'éducation et de culture, démocratie participative comme moyen de gestion des collectivités.

Face à l'urgence sociale et aux contre-réformes du gouvernement, lors des échéances municipales et cantonales ou sur la question référendaire, nous voulons que se développent les rassemblements les plus larges possible à gauche pour riposter et faire grandir une alternative politique. Pour y aider, le projet de mandat avance plusieurs propositions

Engager quatre campagnes populaires :

- 1) Pour de nouvelles solidarités basées sur une juste répartition des richesses, contre le démantèlement des retraites et de la protection sociale.
- 2) Pour une Europe démocratisée, sociale, écologique, de paix et de liberté, contre le « nouveau traité européen » .
- 3) Pour une sécurisation des parcours professionnels et l'augmentation des salaires et des minima sociaux, contre l'action gouvernementale sur les questions de travail, de l'emploi, des services publics et du pouvoir d'achat.
- 4) Pour la construction d'une sixième République démocratique et citoyenne, contre la réforme constitutionnelle en cours.

De même, nous sommes disponibles pour contribuer à assurer la réussite de toutes les mobilisations qui participent à la lutte et à la résistance contre les politiques de la droite et du MEDEF et qui s'inscrivent dans une perspective de développement social et humain.

Il est proposé de prendre les initiatives nécessaires pour assurer tout au long de l'année 2008 la présence de notre parti, son rayonnement et son développement dans

le combat politique et les débats d'idées, mais également pour expérimenter de façon nouvelle la manière de porter notre visée et projet communiste dans la société.

Le débat des communistes quant à l'avenir doit continuer à être mené de manière transparente et pluraliste. A partir de notre Assemblée extraordinaire, sera engagée la préparation du Congrès 2008. Au terme de cette phase de réflexion, de débat et d'action, qui pourra se poursuivre jusqu'à l'été, la procédure statutaire permettra aux communistes de faire souverainement leur choix.

Pour conclure, chers camarades,

Le débat engagé témoigne de potentialités, de possibles. Cela mérite d'être valorisé. Cela mérite aussi d'être amplifié.

Les 35000 premiers participants aux assemblées générales de section ont exprimé des convictions et posé des questions. La nature et la dimension de ces questions nous placent devant de très grandes responsabilités. Répondre à ces questions implique un diagnostic sérieux pour redonner un véritable élan à l'espoir dont nous sommes porteurs. Cela demande aussi de se hisser au niveau des enjeux.

Le débat des communistes nous encourage à construire une ambition résolument tournée sur l'avenir. Oui, une ambition pour aujourd'hui et pour demain. Nous ne voulons pas de quelque chose de « petit ».